



## Groupe Bilderberg- Nouvel épisode de la guerre sociale transnationale. Voici le précarariat!

Par [Comaguer](#)

Mondialisation.ca, 14 juin 2016

[Comaguer Bulletin n° 316](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Comme il le fait chaque année depuis 1954 le groupe de Bilderberg s'est réuni pendant quatre jours à huis clos à Dresde.

Il a rassemblé des hommes d'influence qui de part et d'autre de l'Atlantique défendent en commun les intérêts mondiaux des grandes entreprises capitalistes des Etats-Unis et de l'Union Européenne.

Ce ne sont pas comme on l'écrit trop souvent les 150 personnes qui dirigent le monde mais un des lieux où s'organise la domination de classe.

Il y a les stratèges : Kissinger, Christine Lagarde, Schäuble, ministre des finances allemand, stratège du plan de destruction de la Grèce après l'avoir été pour celui de la RDA, accompagnés par deux anciens chefs de l'armée US : Petraeus et Breedlove, chargés de faire respecter par la force ou l'intimidation la stratégie retenue.

Les maîtres de la finance, ces banques ou fonds d'investissement qui sont autant de corps d'armées de la guerre de classe : Lazard, HSBC, Deutsche Bank, Banco Santander. Faites connaissance avec Patricia Barbizet qui, à la tête du fonds Artemis passe pour la femme d'affaires la plus puissante de France. Elle siège ou a siégé dans les Conseils de Kering (ex PPR), Air France, Total, Bouygues, PSA...

Des pétroliers : Shell, BP et Norsk Hydro. Des grandes industries : Airbus, Fiat, Siemens, Honeywell...

Des faiseurs de rois dans les élections importantes : Henri de Castries, ex PDG d'AXA, promoteur de l'opération Hollande II (frémissez citoyens ! mais le grand capital ne va pas se séparer si facilement d'un serviteur si docile), Edouard Philippe, maire du Havre qui porte la casaque de l'autre écurie du grand Capital, l'écurie Juppé (présent en personne l'an dernier), peut-être surveillé de près par Olivier Blanchard, ex économiste en chef du FMI, probable membre de l'écurie/incurie Sarkozy, Mehmet Simsek, vice premier ministre turc, homme de main du sultan Erdogan qui sent son pouvoir vaciller et se fait fascisant.

Les hommes de la coulisse qui dans des clubs, des *think tanks* (un tank de la pensée c'est comme un tank sur le champ de bataille, fait pour écraser le camp adverse), produisent les analyses, les techniques qui sont ensuite mises en pratique dans les entreprises. Ainsi Nicolas Baverez, président de l'Institut Montaigne.

Les chiens de garde : Etienne Gernelle, PDG du *Point* chargé de retourner l'opinion contre

les syndicats en lutte contre la loi Travail, qui n'hésite pas à ressortir l'épouvantail communiste avec Maurice Thorez et Jacques Duclos sur sa dernière édition. Il est en très bonne compagnie avec les leaders de la com.corporate capitaliste anglo-saxonne : Financial Times, Bloomberg, The Economist.

En cette huitième année de crise systémique du capitalisme, ces messieurs et dames viennent de manifester leur inquiétude et ils l'ont fait en annonçant que le partage du pouvoir entre le capital et le travail allait prendre une nouvelle forme dominante : le précarariat.

La précarité n'est certes pas chose nouvelle mais créer la catégorie sociale globale du précarariat montre une détermination à réduire l'autre catégorie qui aujourd'hui dans les pays capitalistes occidentaux est encore numériquement dominante : le salariat. Il n'a pas suffi de créer partout des quantités croissantes de chômeurs. Il faut maintenant s'attaquer au cœur de la classe travailleuse qui est décidément bien trop organisée du goût de ces messieurs.

PRECARIAT : immense fourre-tout qui va des contrats anglais ZERO HEURE, forme contemporaine du servage, aux contrats Harz à 600 Euros mensuels en Allemagne, à tous les vrais-faux contrats de travail (bénévolat, stages, CDD...), les auto-entrepreneurs auto-exploités en passant par les « arrangements », accords imposés par le patronat en écartant toute référence à des conventions collectives (vous avez reconnu la loi Travail et l'introduction du « braquage » dans les négociations d'entreprise ; « tu signes ou je ferme ! » sans oublier toutes les entreprises de serf-ice). But : diviser cette énorme masse par une infinité de sous-statuts toujours en évolution pour affaiblir toute organisation de classe.

Le précarariat c'est l'insécurité sociale permanente, le ciel capitaliste qui à tout instant peut vous tomber sur la tête. Le précarariat c'est des lois de plus en plus ténues pour renforcer le pouvoir du Capital sur la Travail.

Il suffit de lire l'article 1 de la loi Travail :

*« 1° Les libertés et droits fondamentaux de la personne sont garantis dans toute relation de travail. Des limitations ne peuvent leur être apportées que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise et si elles sont proportionnées au but recherché ».*

Les droits des travailleurs sont garantis sauf s'ils mettent en cause les droits du Capital. Qui est juge des « nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise » ? La réponse est connue : le représentant du Capital ! Sauf bien sûr dans le cas de propriété sociale ou collective des moyens de production. La seule véritable « refondation du code du travail » comme ils osent écrire dans la loi, serait fondée sur ces nouveaux modes de propriété.

Quand il y a conflit entre les intérêts du Travail et ceux du Capital, ceux-ci priment puisqu'ils peuvent « limiter » les droits du travailleur. Après avoir ainsi clairement hiérarchisé, les droits du Capital passant avant ceux du Travail qu'ils peuvent limiter, l'article 4 en parlant d'égalité dans l'entreprise entretient la confusion. Il est vrai qu'en prenant pour exemple l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, objectif déjà affiché et jamais atteint il montre son caractère purement incantatoire.

Osant toutes les mystifications l'article 2 met en avant le respect de la dignité du travailleur : messieurs les patrons sont priés de licencier dignement, de ne pas payer des heures supplémentaires effectuées dans la dignité, d'oublier dignement de payer l'URSSAF, de confier dignement leurs économies aux paradis fiscaux... Les drones juridiques vont envahir les entreprises : du haut d'une lointaine DRH ils vont cibler des salariés ou des unités de production : après des réunions discrètes au sommet, la DRH émet un email licencieur, un missile social... dignement, pas un cri, pas un gros mot, qui sait même une cellule de soutien psychologique... a posteriori... pour le trauma ...

Ainsi meurent dans le mensonge les républiques.

Ce sont des façades rongées de l'intérieur par le club de Bilderberg et tous ses avatars qui décident des politiques gouvernementales loin des parlements.

La source originale de cet article est [Comaguer Bulletin n° 316](#)

Copyright © [Comaguer](#), [Comaguer Bulletin n° 316](#), 2016

---

Articles Par : [Comaguer](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)